

Grèce

AU PROCÈS DU RÉSEAU DÉFENSE DÉMOCRATIQUE

**Le général Iordanidis affirme
que les accusés n'avaient pas l'intention
de « renverser l'ordre social établi »**

Athènes (A.F.P.). — « Ce ne sont pas quelques pétards qui peuvent renverser le régime » a déclaré lundi matin, devant le tribunal militaire d'Athènes, le principal accusé du réseau terroriste « Défense démocratique », le général en retraite Georges Iordanidis, qui a souligné que le réseau n'avait nullement l'intention de « renverser l'ordre social établi ».

L'accusé, ancien représentant de la Grèce à l'OTAN, a également affirmé que la menace communiste invoquée pour justifier le coup d'état de 1967 était « inexistante ». « C'est le gouvernement actuel, a-t-il ajouté, qui est une menace contre l'ordre établi. »

Le général Iordanidis a d'autre part soigneusement évité de confirmer ou d'infirmer l'affirmation de l'accusation selon laquelle il serait le chef du réseau.

L'audience de lundi soir a donné lieu à une déclaration dramatique de l'accusé Christos Rokophylos, âgé de 39 ans, avocat, qui souffre d'un cancer à la thyroïde :

« Je ne suis déjà plus de votre compétence, a-t-il déclaré au tribunal. Il vous appartient d'accélérer ou de retarder un processus fatal.

« Comme c'est mon « chant du cygne » devant un tribunal, a-t-il ajouté, je désire mettre au clair une affaire qui touche à mon honneur : le témoin à charge, l'officier de gendarmerie Maroidis, a déclaré devant vous que j'avais trahi mes compagnons.

« Je réfute cette accusation et vous devez me croire, car au seuil où je me trouve je ne pourrais mentir. »

L'avocat de l'accusé a donné alors lecture d'une déclaration de rente-deux de ses coaccusés affirmant que M. Rokophylos ne les avait point trahis.

D'autre part, M. Rokophylos a décrit devant le tribunal le « pétard » qu'il avait posé, non pour faire des victimes ou des dégâts matériels, mais pour protester

contre le régime actuel : c'était un morceau de bois de 5 centimètres sur 18 qui contenait une petite quantité de matières explosives mêlées à des matières fumigènes.

« Je me demande, s'est écrié l'accusé, comment au cours de l'instruction préliminaire il était toujours question de « pétards », alors que maintenant on parle de « bombes incendiaires dangereuses ».

L'accusé lut alors un passage d'une conférence de presse du premier ministre grec, M. Georges Papadopoulos, du 7 juin 1969 dans laquelle le premier ministre déclarait qu'il ne s'agissait que d'attentats insignifiants, de pétards comme ceux qu'on utilise dans la province grecque pour célébrer Pâques.

Turquie

**L'UNIVERSITÉ D'ISTANBUL
EST FERMÉE
à la suite de violents incidents**

Istanbul (A.F.P., Reuter). — De violents affrontements entre étudiants de gauche et de droite ont eu lieu, lundi matin, à l'université d'Istanbul. Les incidents auraient éclaté lorsqu'un groupe d'étudiants de droite qui se trouvait dans le bureau du doyen recteur, fut attaqué par des militants d'un mouvement de gauche. De part et d'autre, on fit usage d'armes à feu et de cocktails Molotov.

Neuf arrestations ont été opérées par la police à la suite de ces affrontements, qui ont fait quatre blessés.

Le ministre turc de l'intérieur, M. Haldun Menteseoglu, a annoncé la fermeture, pendant une semaine, de l'université et son intention de faire exclure environ deux cents étudiants de l'ensemble des facultés du pays.